

Texte d'interpellation du mouvement Luttes-Solidarités-Travail (LST) aux député.e.s du Parlement wallon et aux élu.e.s locaux de ce mercredi 14 octobre à l'occasion de la Journée Mondiale du Refus de la Misère

Bonjour, et merci d'être présents en cette Journée Mondiale du Refus de la Misère, autour de « la stèle en l'honneur des victimes de la misère », posée en ces murs en 2008 à l'initiative de nos mouvements LST et ATD Quart-monde et de l'un ou l'autre parlementaire de l'époque.

Cela fait donc 18 ans que nous venons ici chaque année, honorer les victimes de la misère, de celles et ceux qui, comme beaucoup d'entre nous ici présents, résistent et luttent contre cette pauvreté. Cette misère qu'il subissent et les oppriment.

À LST, nous nous rassemblons entre personnes qui subissent la pauvreté et d'autres qui leurs sont solidaires. Ensemble, nous réfléchissons à ce qui produit cette pauvreté et à ce qu'il faut faire pour que cela change. Nous venons donc aussi – depuis 18 ans – vous rencontrer et vous interpellier pour que votre travail parlementaire puisse changer les choses.

Depuis 50 ans, notre analyse est la même, notre constat est et reste sans appel. Et d'autres l'ont dit bien avant nous. S'il y a de la pauvreté, c'est parce qu'il y a de la richesse. La pauvreté, c'est d'abord le résultat d'une organisation de société. La pauvreté existe et augmente quand il est permis à quelques-uns de s'enrichir de manière outrancière en exploitant le plus grand nombre. La pauvreté diminue lorsque ces mêmes richesses sont redistribuées au plus grand nombre. Elle disparaîtra lorsque cette redistribution permettra à chacun de vivre dans la dignité humaine : un revenu suffisant, un logement décent, une famille unie, une possibilité de se soigner, une école et une culture accessible à toutes et tous. C'est le rôle joué par notre Sécurité sociale... qui est gravement menacée.

D'autre part, nous le savons, parce que nous le vivons : personne ne se complaît dans la pauvreté, personne ne choisit la misère. Chacun doit cependant prendre ses responsabilités. La nôtre est de vous partager nos analyses et nos réflexions qui font état de notre réalité, nos difficultés, nos craintes et nos espoirs.

L'année passée, nous avons attiré votre attention sur vos responsabilités face aux mesures annoncées et parfois déjà appliquée par les nouveaux gouvernements.

Aujourd'hui, nous voulons faire part de l'impact qu'ont ces mesures sur nos vies. Tout ceci n'est pas nouveau. Comme nous l'avons déjà fait auparavant, nous délivrerons également quelques piqûres de rappel.

Commençons par le témoignage de Geoffrey¹ :

« J'ai fait des études en électro-mécanique, j'ai terminé en option électricité. J'ai ma qualification et le CESS. À la sortie de l'école, à 18 ans, j'ai commencé à rechercher de l'emploi. C'était en 2004.

En 2007, j'ai travaillé comme électromécanicien aux chemins de fer pendant un an et demi. J'ai aimé cette période, j'aimais le travail, j'étais bien payé, Et le chemin de fer a toujours été ma passion. Je commençais tôt mais cela ne me gêne pas du tout.

Puis, je me suis retrouvé à nouveau au chômage. J'ai recherché de l'emploi mais je n'avais pas de permis, cela m'a bloqué. J'ai alors suivi des formations d'abord en électromécanique pour avoir plus d'expérience et être à jour. Puis une formation en automation. Mais cela ne m'a pas donné plus d'offres d'emploi. J'étais toujours au chômage.

En 2014, il y a eu la vague d'exclusion, j'ai été exclu du chômage. C'était dur. Ça m'a vraiment dégoûté de tout. Je me battais pour avoir un travail, et j'ai été sanctionné. Je ne comprenais pas ce qui arrivait.

Je me suis retrouvé au CPAS. Là, j'ai suivi d'autres formations. Notamment dans le bobinage moteur mais je n'ai pas trouvé de contrat de travail non plus. En 2020, j'ai eu un contrat de magasinier en article 60. J'ai à nouveau pu avoir un salaire. Je gagnais au moins 200 à 300 euros de plus. Mais on n'est pas repris après un article 60, c'est un autre article 60 qui a le contrat. (...) Depuis 2022, je fais des intérim, (...), grâce aux agences, je vais de droite à gauche mais ce n'est pas un contrat stable ... Ces deux dernières années, je trouve comme technicien de surface en intérim de temps en temps...

Malgré tout ça, je suis à nouveau sanctionné par l'ONEM. Exclusion. A quelques jours de mes 40 ans ! Joli cadeau ! »

A travers ce témoignage, nous voulons faire entendre le courage de ceux qui doivent se battre chaque jour pour essayer de garder la tête hors de l'eau dans un système qui ne propose que des emplois précaires et maintient les travailleurs dans la pauvreté.

Un système qui, à travers les flexijobs, les intérim, la dérégulation des protections des travailleurs, les formations obligatoires, les exigences de flexibilité, etc. transforme les travailleurs en une marchandise coincée dans un rapport de travail forcé.

De 1992 à 1994, nous avons participé à l'élaboration du Rapport Général sur la Pauvreté commandé par le gouvernement Dehaene. À cette occasion, nous écrivions ceci : **« Pour les plus pauvres de nos sociétés, le travail est**

¹Ce témoignage et d'autres sont présents en annexe de ce document

généralement cette chose qu'on cherche en vain. Parfois on en trouve. Mais le plus souvent l'expérience du "Travail" devient extrêmement pénible et précaire. Pour la plupart d'entre nous, l'expérience du travail n'a bien souvent pas permis de sortir de la pauvreté. En effet, quand il se présente, ce travail est dangereux, pénible, sans protection, répondant à une exploitation démesurée, mal payé, et parfois même pas payé. Très souvent aussi le travail des plus pauvres se passe en dehors des cadres de la législation du travail. »

Aujourd'hui, plus de 30 ans plus tard, ce constat n'a malheureusement pas changé. Pire. Depuis lors, de nombreux reculs n'ont cessé d'attaquer et d'aggraver les conditions de vies des plus pauvres d'entre nous.

L'année passée, nous sommes venus ici faire le constat que l'ultra-libéralisme porté par les gouvernements fédéral et régional attaquait durement les personnes les plus vulnérables de notre société. Nous disions aux parlementaires : « **IL EST ENCORE TEMPS de faire autrement** ». Encore temps de changer de cap, de dire non aux politiques qui détruisent les valeurs de solidarité, d'humanisme et de démocratie.

Il est temps d'arrêter de jouer aux apprentis sorciers et de lancer des réformes dévastatrices sans en avoir mesuré les impacts. Et pour montrer la gravité des politiques menées, nous avons symbolisé les conséquences de ces décisions par le recueil des cendres de la sécurité sociale dans cette urne.

MAIS VOUS NE NOUS AVEZ PAS ENTENDU !

Par exemple, du 1er janvier au 30 juin 2026, 184 463 personnes ont été exclues du chômage. Cela veut dire que, chaque jour, 1024 personnes ont perdu un droit pour lequel elles avaient pourtant cotisé durant leurs années de travail. Comme Pascal. Ouvrier dans le bâtiment pendant plus de 40 ans. Pascal a 63 ans quand il se fait exclure en juin dernier. Malade, il est couvert par la mutuelle depuis. Le dos cassé par ses emplois précaires passés sur les chantiers, il a subi une opération du cœur et a des nodules aux poumons. Aujourd'hui, on lui met la pression pour qu'il retravaille ! Il explique :

« Quand on parle d'exclusions, ce n'est pas juste des chiffres mais ce sont des vies dont on parle. Et c'est avec nos vies qu'ils jouent...

Cela fait 40 ans qu'ils font la chasse aux chômeurs, aux malades, etc. Comme si c'étaient des voleurs. Mais les voleurs, ils sont au gouvernement. »

Cette colère est compréhensible.

Comme nous l'avons affirmé l'an passé ici, ces exclusions du chômage sont une rupture inacceptable du pacte social de 1944 où de façon unilatérale vous changez les règles du jeu.

Et comme le dit Pascal, **nos vies ne sont pas des ajustements budgétaires !**

Le ministre de l'Économie David Clarinval prétendait que 1/3 seulement de ces chômeurs exclus allaient recourir à l'aide sociale des CPAS.

Non. En Wallonie, c'est près de la moitié.

Sans compter les personnes exclues qui disparaissent et qui se retrouvent totalement transparentes, sans aucun droit.

Mais ce gouvernement se fiche des répercussions de ses politiques antisociales. Il est clair aujourd'hui que les analyses d'impact n'ont pas été réalisées sérieusement.

Et c'est maintenant l'ensemble des communes qui se trouvent devant une masse de demandes qu'elles ne peuvent assumer financièrement.

Faut-il rire ou pleurer quand on entend des bourgmestres issus des partis au pouvoir se plaindre de cette situation, comme l'a fait madame Bazelaire ici à Namur à l'occasion des Fêtes de Wallonie ?

Depuis plusieurs années **nous dénonçons le glissement des solidarités fédérales vers le local, mais surtout que ces transferts coûteront sans doute plus cher** que de maintenir ce qui était.

Sauf si on extermine une part des allocataires potentiels.

Tout cela participe à la destruction des biens communs dont la Sécurité Sociale. Nous ne sommes pas dupes que toutes ces mesures ont des finalités idéologiques et communautaires dans la cadre du confédéralisme voulu par la Flandre.

En 2018, dans sa déclaration de politique communale, Maxime Prévot, déclarait : « Nous comptons bien continuer, comme par le passé, de faire de cette politique de lutte contre la pauvreté la mère de toutes les politiques.

Je l'ai toujours dit et toujours souhaité : nous serons au rendez-vous de la solidarité pour mener une politique d'action sociale qui porte ses fruits et donne espoir, estime et dignité à ceux qui les ont perdus. »

Hélas, ces belles paroles ont été suivies d'une application accrue du règlement sur la mendicité, de l'adoption par le Conseil communal de la loi sur les visites domiciliaires, etc.

Que ce soit au niveau communal, régional, fédéral, les élus au pouvoir préfèrent chasser les pauvres plutôt que de s'attaquer aux causes de la pauvreté.

Alors, nous sommes en droit de nous demander, **DE QUI SE MOQUE-T-ON ?** Malheureusement, on connaît la réponse.

Mais ce n'est pas tout.

Il faut retrouver de l'argent nous dit-on, et il paraît que tout le monde doit contribuer.

L'Arizona, pour « retrouver de l'argent », a pris des mesures. Vont-elles vraiment faire contribuer tout le monde ?

NON, CES MESURES VONT CONTINUER DE S'ATTAQUER AUX PLUS FRAGILES.

Voici quelques exemples de ce que nous promet notre gouvernement pour la Région wallonne :

- ⑩ Augmentation du prix de l'eau, du gaz et de l'électricité
- ⑩ Augmentation des abonnements TEC
- ⑩ Augmentation des loyers sociaux et durcissement des conditions d'accès et du maintien au droit d'être locataire de logement sociaux ;
- ⑩ Fin de la gratuité des repas et de l'accueil extrascolaire ;
- ⑩ Suppression des fournitures gratuites pendant les 3 premières années primaires ;
- ⑩ Augmentation des frais d'huissier ;
- ⑩ Suppression des subsides « plan grand froid » ;
- ⑩ Augmentation de la quote-part personnelle sur les médicaments prescrit ;
- ⑩ Suppression des 2 euros de l'heure pour les personnes en formation temps plein au FOREM ;
- ⑩ Définancement des Centres d'Insertion socio-professionnels ;
- ⑩ 30 millions de diminution du budget de l'AVIQ d'ici fin 2027
- ⑩ Le gouvernement wallon voulait même diminuer nos allocations familiales mais il a dû faire marche arrière grâce à la résistance populaire.

Etc, etc.

Ces exemples, et une centaine d'autres, montrent la contribution des plus faibles. Pendant ce temps, des mesures favorables sont prises pour d'autres personnes.

Par exemple, si le gouvernement bloque l'indexation des salaires, il permet au salaire des top managers de Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'exploser. Pour eux, le gouvernement permet jusqu'à 40 % d'augmentation.

C'est tellement facile de taper en bas et de ne jamais viser en haut.

Pourtant, il y a de l'argent là-haut !

Les chiffres de la Banque centrale européenne montrent que le patrimoine des 1% des Belges les plus riches a augmenté de 22 milliards d'euros en un an. 22 milliards d'euros en plus sur 12 mois.

Soit plus du double des 10 milliards que le gouvernement est encore en train de chercher dans nos poches.

Ainsi, contrairement à ce qu'on nous affirme, il y a une alternative à l'austérité. Appliquons une contribution juste et équitable des revenus, de tous les revenus ; et surtout des richesses, de toutes les richesses,

Il est possible et il est urgent de faire contribuer ces ultras-riches qui surexploitent la planète et les humains.

La honte doit changer de camp.

Taxons enfin les grandes fortunes et le capital. Il sera alors possible, non seulement de combler les déficits, mais de redistribuer ces milliards pour les besoins de fondamentaux de toutes et tous, et d'abord des plus pauvres :

- ⑩ pour du logement social de qualité en suffisance,
- ⑩ pour un enseignement gratuit,
- ⑩ pour des hôpitaux accessibles et efficaces,
- ⑩ pour la culture,
- ⑩ pour que chacun ait enfin droit à un toit et une vie digne.

Pour appuyer tout ce qui vient d'être dit, voici un texte que Pierre, l'un de nos militants a écrit :

*« Autrefois, nos grands-parents se sont battus. Ils revenaient de la guerre. Avant 1944 et la création de la Sécurité sociale, ils n'avaient rien. Pas de maison, pas de travail, pas de mutuelle. Ils ont dit : **Plus jamais ça.***

Alors, ils se sont battus pour une stabilité. Ensemble, ouvriers, paysans, femmes au foyer, ils ont lutté. Et qu'est-ce qu'ils ont gagné ? Ils ont gagné plusieurs choses qui nous ont protégés pendant 80 ans : la sécurité sociale – la mutuelle, pour que tout le monde puisse se soigner – les allocations familiales, de vrais contrats de travail stables – on ne parlait pas de flexijobs à l'époque. Aujourd'hui, c'est l'instabilité. Tout ce qu'ils ont construit, on le casse.

Le monde du travail n'est plus stable. Avant, le chômage était un droit pour ceux qui n'avaient pas la chance d'avoir un emploi. En 2026, 184 000 personnes en sont exclues. Le logement n'est plus stable. L'école n'est plus stable. Et cette instabilité rend les personnes plus pauvres. Nos grands-parents se sont battus pour qu'on ait un peu plus de dignité. Où est la dignité quand on trouve des

milliards pour des armes, pour faire plaisir à Trump, mais que nos enfants ne savent plus manger à l'école ? Il faut taxer les plus riches, les grosses fortunes, et remettre cet argent dans ce qui stabilise : le logement, l'école gratuite, les soins de santé, un vrai travail et non une marchandise. »

Vous l'aurez compris, notre constat est fait d'inquiétude, de sentiment de désillusion et de colère face aux options prises par la gouvernance actuelle.

Ce sentiment de ne pas être entendu, voir nié.

Vous l'aurez compris aussi, notre espoir et surtout notre détermination et notre combat pour un monde plus juste restent intacts. Sans doute, dans une assemblée parlementaire, cette préoccupation d'un monde plus juste, de richesse mieux réparties, est présente.

Chez les uns plus que chez les autres.

La stèle, en l'honneur des victimes de la misère est là pour vous.

Pour vous le rappeler tous les jours.

De notre côté, nous continuerons notre travail de vigilance et d'interpellation.

Et nous reviendrons à la prochaine journée mondiale du refus de la misère en espérant que le constat aura évolué suite à des changements radicaux dans les politiques que vous aurez mis en place vers un monde plus juste et plus équitable.

LST, le 14 octobre 2026